

1982-2005 /// Charles Picqué et le «renouveau» de Saint-Gilles

3. «PAPA» A UN PROBLÈME

[...] En sortant de la gare, ce qui frappe surtout c'est cette zone de 5 îlots du côté de l'avenue Fonsny, d'où disparaissent lentement les habitants, les ateliers, les entreprises et les commerces. Quand les vitrines des magasins ne sont pas recouvertes par d'épaisses couches d'affiches, elles sont le plus souvent murées. Même les habitants encore présents préfèrent laisser leurs volets baissés. Certains immeubles ont été démolis, d'autres sont à l'état de ruine ou tout simplement vidés de toute activité. Les terrains vagues sont jonchés de dépôts d'immondices. Les trottoirs sont ouverts à de multiples endroits. On se croirait dans une ville-fantôme où un drame a provoqué l'exil des habitants. Pourtant, soudain par endroits se dressent des pelleteuses dont l'appétit vorace laisse derrière lui de grandes parcelles «assainies». Quelquefois, d'autres engins de chantier leur succèdent et leur ballet mécanique laisse derrière lui, au bout de nombreux mois, d'imposants immeubles de bureaux modernes et froids. Le quartier Midi semble terrassé, résigné, victime d'une désertification inéluctable.

Sur certains plans de la ville, la rue de Norvège n'existe plus. Nous nous y trouvons pourtant bel et bien et des familles y habitent encore, entre maisons vides et immense terrain vague. Un coin de rue plus loin, en face de l'ancien tri postal aux volets éventrés, la carte nous indique la place de Hollande – que les autorités finiront par rebaptiser par le nom de l'artiste surréaliste belge Marcel Broodthaers¹ – mais nous n'en trouvons pas trace.

1. La «place de France», de l'autre côté de la gare, subira un sort semblable en étant

Il faut de l'imagination pour comprendre que la moitié de ce futur « espace public » est déjà esquissé par les contours du « South Center Titanium », un immeuble revêtant une architecture que ne désavoueraient par les concepteurs du « Gotham City » de Batman. Dessiné par l'Atelier d'art urbain, il préfigure l'ensemble « cohérent et harmonieux » d'immeubles de bureaux qui doivent être construits le long de l'avenue Fonsny.

Sur la « place Marcel Broodthaers », on ne trouve pas l'ombre d'un arbre, ni d'un banc – lesquels, s'ils arriveront un jour, seront entourés d'une grille métallique comme le prévoient les plans. Les rez-de-chaussée commerciaux prévus par les plans d'aménagement pour « finaliser la convivialité dans le quartier »² ont été remplacés par une cafétaria réservée au personnel de la compagnie d'assurance Swiss Life, ouverte chaque midi du lundi au vendredi, et qu'on distingue à peine à travers des vitres fumées³. Au milieu de la « place », trône un panneau indiquant les surfaces restant à louer. Le « South Center Titanium », seul immeuble de bureaux construit (par les promoteurs) dans le cadre de l'opération régionale, n'est encore occupé qu'à 40%. Pas encore rempli, mais déjà marqué par des signes de dégradation : entre les plaques de marbre importées d'Asie et plaquées sur une structure de béton, des fentes parsèment le rez-de-chaussée de l'édifice hypermoderne et les mauvaises herbes commencent à pousser à ses pieds... [...]

De l'autre côté de la rue de Hollande, la sensation de désolation s'amplifie. La vue des maisons qui se vident, se murent, se rouvrent et se squattent avant de disparaître définitivement, donne l'impression d'un violent bombardement. Il ne reste là que les derniers cafés de l'avenue Fonsny⁴.

« D'année en année, les maisons de maître s'effacent autour de la gare du Midi. Rue d'Angleterre, l'atelier Sokotan, squatté par des artistes pen-

renommée place Victor Horta.

2. Présentation de Beliris, 2004, www.beliris.be.

3. Un an plus tard, un autre « espace commercial » encore vide trouvera comme locataire une « antenne de police », tout aussi discrète.

4. Le dernier d'entre eux, « Le Zottegem », fermera définitivement le 21 juillet 2007 après avoir fièrement trôné plusieurs mois durant, seul dans l'ombre de la tour du Midi et au milieu d'un grand terrain vague entouré d'une clôture... composée d'une dizaine de panneaux publicitaires.

dant plusieurs mois, n'est plus qu'un amas de gravats»⁵. Trois ans plus tôt, en effet, la Commune de Saint-Gilles avait fait déguerpir ce squat artistique ouvert dans une ancienne tannerie abandonnée, en raison de «l'imminence» de sa démolition. Aujourd'hui, certaines parties du bâtiment sont encore partiellement debout, laissant voir au passant les signes d'une vie ancienne : quelques restes de pièces flanqués de morceaux de moquette et de bouts de papier peint flottants au grand air, le tout formant un contraste saisissant avec la silhouette ultramoderne et la texture minérale du «South Center Titanium» qui apparaît en arrière-fond.

Contraste... C'est le mot qui vient spontanément à l'esprit lorsqu'on se balade dans le périmètre d'expropriation fantasmé sur papier en 1992 par les planificateurs communaux et régionaux. Au moment de notre promenade, cela fait 13 années que cette menace d'expropriation a été adoptée pour la première fois, en même temps que plusieurs Plans particuliers d'affectation du sol (PPAS) qui dessinaient un «nouveau quartier» du Midi⁶. Nous nous trouvons plus précisément à l'intérieur du PPAS «Fonsny 1», dont le tracé correspond à la zone d'expropriation et qui voue 5 îlots d'habitations à la démolition, pour faire place nette à de nouvelles affectations : bureau, hôtellerie et, dans une moindre mesure, commerce et logement.

Aux limites entre ce PPAS et celui qui l'entoure (le PPAS «Fonsny 2») – c'est-à-dire d'un côté et de l'autre de la rue de Mérode, de la rue de Russie et de la rue Joseph Claes –, le contraste est éloquent. Pas besoin d'un guide pour comprendre les effets de la planification sur le pourrissement du quartier. À l'intérieur du PPAS «Fonsny 1», les façades des maisons sont décrépées. Juste en face, de l'autre côté de la rue, les immeubles repris dans le PPAS «Fonsny 2» affichent une bonne santé et bon nombre d'immeubles ont été récemment rénovés. Dans un périmètre comme dans l'autre, les bâtisses datent pourtant de la même époque...

Les «agitateurs» arrivent

[...] Les cénacles politiques, les médias et même les associations d'habitants n'accordaient d'ailleurs plus beaucoup d'intérêt à ce «monstre du Loch Ness»

5. «Entre tours, vieux bistrots et hôtels de luxe», *Le Soir*, 28 février 2004.

6. Voir les plans du quartier dans le cahier images.

de l'urbanisme bruxellois. À force d'observer quotidiennement ce saccage au ralenti, les milliers de navetteurs transitant par là ne se demandaient probablement plus ce qui pouvait causer pareil séisme. Le sort du quartier Midi était devenu une sorte de fatalisme local, un de ces « grands travaux inutiles » dont on rigole au cours d'une conversation, mais sans plus. Il faut dire qu'une certaine culture du secret avait été développée autour de cette opération, par ailleurs particulièrement complexe et ténébreuse. Il n'était pas facile d'en démêler les liens, et ce n'était pas là notre objectif... Lorsque nos voisins nous ont alerté sur leur situation, lorsqu'ils ont commencé à nous montrer les lettres les invitant à quitter leur logement, nous n'avons eu que de simples réflexes. De ceux qui peuvent animer des gens comme nous – quelques jeunes locataires européens de classe moyenne que nous connaissions un peu entre nous et qui avions certaines facilités à organiser une réunion, faire appel à des juristes et à des associations de défense de l'habitat, écrire une lettre, rédiger un communiqué de presse, ou encore demander à un élu d'interpeller le ministre responsable... Bref, nous jouions le « jeu démocratique » comme de « bons citoyens » baignés dans des idéaux de solidarité et d'égalité des droits. Nous appliquions en quelque sorte les préceptes de l'éducation permanente⁷, chère aux socialistes.

En retour, nous n'avons eu qu'indifférence et mépris. Le terme de « petits spéculateurs » fut utilisé en réponse aux critiques de petits propriétaires excédés par 15 ans de menaces d'expropriation, tandis que les locataires furent soupçonnés de vouloir « profiter » de la situation. De toute façon, nous étions tous « manipulés » par des « agitateurs » – les auteurs de ces propos allant parfois jusqu'à préciser, hors micro, que ces « agitateurs » étaient tantôt de tendance « crypto-communiste », tantôt « anarcho-maoïste ». En tout cas, le message était clair. Le pouvoir s'était assis depuis 15 ans sur les droits d'une population pauvre, il n'allait tout de même pas lui reconnaître à présent la légitimité de s'organiser et de porter des revendications. Les habitants du Midi étaient-ils trop pauvres, trop peu diplômés, trop immigrés, dépourvus de capital économique, culturel et

7. En Belgique francophone, l'éducation permanente, dérivée du concept d'éducation populaire, est un secteur associatif soutenu par les pouvoirs publics pour développer chez les adultes « une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société ; des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation »...

symbolique... ? Les politiques n'allèrent pas jusqu'à exprimer le fond de leur pensée, évitant de s'aventurer sur ce terrain glissant. Mais une chose était sûre : à leurs yeux, ces voix-là ne pesaient rien et ne méritaient pas considération. Les habitants du Midi avaient tout juste le droit d'attendre leur heure et de subir le sort qu'on leur réservait. [...]

Quoi qu'il en soit, de notre point de vue l'important était moins d'avoir raison que de résoudre concrètement des situations humaines précaires et parfois épouvantables. Encore fallait-il pouvoir en discuter avec des responsables... Or, dans ce projet, la responsabilité politique n'étant assumée par personne – les uns et les autres se la rejettant ou l'imputant à des facteurs conjoncturels, abstraits –, la mission semblait impossible. Et puisque les voies officielles de la démocratie n'avaient rien donné, la seconde option du Comité de quartier consista à prendre contact avec des subalternes, des personnages de l'ombre qui peuvent relayer les préoccupations des citoyens à l'oreille des décideurs.

Le premier d'entre eux fut Jean Spinette, à qui des membres du Comité proposèrent de faire une visite du quartier pour lui permettre de constater par lui-même les problèmes vécus par les habitants. À l'époque conseiller culturel à la Commune de Saint-Gilles et secrétaire politique-adjoint de la section locale du PS⁸, Jean Spinette est un nouveau venu dans cette majorité qui a décidé, au début des années 1990, de raser le quartier. Ce n'est pas encore un élu⁹, mais il fait partie de ceux qui contribuent à donner à Saint-Gilles sa réputation de « petit Montmartre bruxellois » – réputation que la coalition en place a tant cherché à gagner depuis la moitié des années 1980. [...] S'il ne peut pas tout ce qu'il veut, ou dit vouloir, Spinette aime jouer au « go-between », au faiseur d'arrangements entre sa majorité – envers laquelle il est loyal et dévoué – et le petit monde artisti-

8. La section du PS de Saint-Gilles est présidée par Serge Rangoni. Autrefois attaché au cabinet du ministre de la Culture Charles Picqué, en même temps que Jean Spinette, Rangoni poursuit sa carrière dans la direction de grandes institutions culturelles de la Communauté française : il est devenu secrétaire général du Musée des arts contemporains du Grand-Hornu et directeur du Théâtre de la Place à Liège...

9. Après les élections de 2006, où il s'est présenté pour la première fois et a été élu conseiller communal sur la « Liste du bourgmestre », Jean Spinette sera nommé président du Centre public d'aide sociale (CPAS) de Saint-Gilles. Il sera aussi candidat sur la liste PS aux élections régionales de juin 2009.

que, culturel et associatif local.

Cette fois, le problème qui lui est exposé sort clairement de ses compétences. Mais Jean Spinette n'hésite jamais à « mouiller sa chemise ». Il accepte l'invitation à « descendre » au Midi, et nous voilà déambulant ensemble dans le quartier. À la vue désolante de ces rues sales et de ces îlots à moitié éventrés, Spinette cherche encore à sauver la face, énumérant toutes les circonstances atténuantes susceptibles de laver un peu la responsabilité de ses supérieurs. Ceux-ci ne veulent voir, dans la problématique sociale du Midi, qu'un ensemble de « cas particuliers » et Spinette reproduit cette vision des choses : les habitants du quartier défendent leurs intérêts particuliers, contrairement au projet de l'autorité qui défend, lui, l'intérêt public... Mais au fur et à mesure de la balade, la baudruche se dégonfle. Lorsqu'on l'interroge, il n'y a plus qu'un « petit spéculateur » dans le quartier et la définition des « agitateurs » devient de plus en plus évasive. Se retrouvant face aux maisons dont la Commune empêche la rénovation depuis le début des années 1990, confronté à des gens fatigués par ces années de menaces d'expropriation, bloqués dans leur maison alors que tout s'effondre autour d'eux... Spinette est de plus en plus mal pris.

— *Merde. Papa a un problème*, lâche-t-il.

— *Papa ?*, interrogeons-nous, perplexes.

— *Oui : Charles*.

Cela tombe bien. Non seulement Spinette a fini par admettre l'ampleur des dégâts, mais il a reconnu qu'il y a bien un responsable à cette situation et, comme nous le pressentions, qu'il s'agit de son « père » en politique...

« Papa » entre en scène

« Charles »... L'ex-plus jeune bourgmestre du tout Bruxelles. Le recordman du titre de « Bruxellois de l'année », décerné par les lecteurs de l'hebdomadaire toutes-boîtes *Vlan*. Celui en qui beaucoup voient un protecteur de Bruxelles et des Bruxellois, surtout en période de réformes de l'État belge et face aux intentions de la Flandre. L'homme aux 59 216 voix, qui firent de lui le premier puis le second, puis le quatrième ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale.

À la question « Qu'aimeriez-vous qu'on retienne de vous ? », Charles Picqué répond sans ambages : « D'avoir toujours eu un comportement qui me rendait à l'aise aussi bien dans des cercles d'intellectuels que dans la

buvette d'un club de football»¹⁰. Car cet admirateur des fourmis «et de leur fabuleuse organisation sociale»¹¹, fan de cinéma fantastique, n'est pas seulement un stratège politique. Il maîtrise habilement le langage et la gestuelle, s'adresse avec brio tant aux grands patrons qu'aux couches les plus populaires de son électorat. Fumant le cigare avec autant d'aisance qu'il peut vous donner une tape dans le dos, il fréquente aussi assidûment les loges de l'Union saint-gilloise (le club de foot local) que la loge franc-maçonnique dont il est membre. Il manie en alternance les discours économiques et sociaux, pratique l'accent bruxellois avec humour et gouaille... Certains voient en lui un grand séducteur, personnifiant Bruxelles et ses habitants. Pour d'autres c'est un véritable caméléon, un démagogue.

Originaire d'Etterbeek, Charles Picqué a fait ses études au collège jésuite Saint-Michel puis à la faculté de Sciences économiques de l'Université catholique de Louvain (UCL)¹². À 24 ans, il se fait membre du PS, par tradition familiale. Se définissant comme un gestionnaire, il se positionne à la droite du parti. Au moment de son entrée en politique, on est en pleine désillusion du mitterrandisme et à la veille de la chute du Mur de Berlin. L'ère du socialisme pragmatique bat son plein.

*S'il faut choisir un texte fondateur de mon engagement, dit-il¹³, c'est le programme de 1959 du Parti socialiste allemand, le SPD, axé sur cette vision sociale-démocrate. Il postule que la redistribution sociale passe par la croissance économique. Un parti social-démocrate a vocation de gouverner et considère que le rôle régulateur de l'État est essentiel.*¹⁴

10. Pan, 26 septembre 2006.

11. «Qui suis-je?», www.charlespicque.be.

12. Où il a notamment suivi les cours du leader libéral François-Xavier de Donnea.

13. Charles Picqué, *d'altermondialisme à zwanze*, Pascal Sac, éditions Luc Pire, 2004.

14. «En 1959, congrès de Bad Godesberg dans lequel la social-démocratie allemande, premièrement, renonce au principe du passage à la socialisation des moyens de production, deuxièmement et corrélativement reconnaît que la propriété privée des moyens de production, non seulement est parfaitement légitime, mais a droit à la protection et à l'encouragement de l'État. C'est-à-dire que l'une des tâches essentielles et fondamentales de l'État, c'est donc de protéger non seulement la propriété privée en général, mais la propriété privée des moyens de production, sous réserve, ajoute la motion du congrès, de compatibilité avec un "ordre social équitable". Enfin, troisièmement, le congrès de Bad Godesberg approuve le principe d'une économie de marché partout –là encore, sans restriction –, partout du moins "où règnent

[...] Il choisit Saint-Gilles, l'une des quatre plus petites Communes de la région bruxelloise¹⁵, pour se présenter au scrutin communal de 1982. Avec 138 voix récoltées, il en devient septième échevin avec l'urbanisme comme compétence. Handicapé par un profil plutôt technocratique, éloigné du militant de base et des archétypes socialistes, on aurait pu penser que sa carrière en resterait là. Mais en mai 1985, il accède au mayorat de la Commune, presque par accident : il est amené à remplacer le « vieux » Corneille Barca qui renonce à son mandat en cours de législation. L'intérim durera théoriquement le temps que les factions locales du PS tombent d'accord pour désigner le successeur définitif de Barca. Charles Picqué a alors 37 ans. Vingt-quatre ans et quatre élections plus tard, il est toujours le bourgmestre de Saint-Gilles...

« Un village dans la ville »

En 1988, Picqué est élu une première fois bourgmestre¹⁶. Parallèlement, il prend le leadership de la section saint-gilloise du Parti socialiste, qu'il va cumuler pendant de nombreuses années avec le mayorat, « en contradiction avec les statuts du Parti » insiste un militant. Picqué hérite ainsi d'une des sections les plus importantes de la fédération de Bruxelles¹⁷. Alain Hutchinson, qu'il a rencontré en 1981¹⁸, en devient le secrétaire politique. Ensemble, ils vont « faire de Saint-Gilles un village dans la ville »¹⁹, leitmotiv qui ne quittera plus la majorité communale²⁰.

les conditions d'une véritable concurrence" » (Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France, 1978-1979*, Gallimard, Seuil, 2004).

15. Avec un territoire de 2,5 km², Saint-Gilles représente moins de 2% du territoire régional.

16. Avec 7 095 voix de préférence.

17. Selon le PS, elle compte en 2006 plus de 600 membres affiliés.

18. « Cette rencontre, faite de collaboration et d'amitié, aura une influence déterminante sur la politique menée par les socialistes à Saint-Gilles et à la Région bruxelloise », dit cet ancien communiste et syndicaliste de la FGTB, qui se présente comme un ancien contestataire des mouvements étudiants de mai 1968 (site d'Alain Hutchinson, www.alainhutchinson.be).

19. « Faire de Saint-Gilles un village dans la ville », *La Libre Belgique*, 8 juillet 1994.

20. Alain Hutchinson s'installe à Saint-Gilles et fera un parcours de 13 années aux côtés de Picqué. En mai 1988, lorsque celui-ci devient ministre de la Santé et des Affaires sociales de la Communauté française, « Hutch » est son directeur de cabinet. Et quand, six mois plus tard, Picqué est élu triomphalement à Saint-Gilles, « Hutch » est nommé échevin de l'Enseignement et de la Culture. C'est lui qui mettra en place notamment

À Bruxelles, Saint-Gilles est l'une des deux communes les plus densément peuplées²¹ et l'une des trois communes les plus pauvres (en considérant son revenu moyen par habitant). Elle est aussi l'une des plus multiculturelles, avec 120 nationalités qui s'y côtoient²². À l'époque, sa population est vieillissante... à l'image de la section locale du PS, par ailleurs peu cosmopolite. Le Parti n'a pas encore arrêté sa position sur la question du droit de vote des immigrés et une vive tension existe chez les socialistes à ce propos. À la section de Saint-Gilles, on y est opposé.

C'est la période des grands mouvements antiracistes²³, mais aussi des premières percées électorales de l'extrême droite en Belgique francophone. Les positions xénophobes sont électoralement porteuses, comme le démontre le long règne de Roger Nols à Schaerbeek²⁴ grâce à des slogans comme « Sécurité d'abord - Stop à l'invasion ». Les positions hostiles à l'immigration se répandent parmi les candidats de différents partis « traditionnels »... C'est particulièrement frappant au sein de la famille libérale (Parti réformateur libéral, PRL), qui se distingue par une surenchère sur ce thème à la fin des années 1980 et au début des années 1990. [...]

La campagne et le scrutin communal de 1988 ont confirmé cette « droitisation » du discours politique, qui touche tous les grands partis. À Saint-Gilles, Picqué surfe sur ces questions non sans ambiguïté. Pour sa seconde campagne électorale il tient un discours musclé sur l'islam lors d'une assemblée générale de la section du PS, fait de la « lutte contre l'intégrisme musulman » un cheval de bataille, se prononce contre le droit de vote des immigrés, y compris pour les scrutins communaux... Un an plus tôt, il impulsait avec d'autres « municipalistes » socialistes la rédaction d'une motion virulemment opposée au droit de vote des étrangers²⁵. « Cette attitude suscita à l'époque de vives réactions, y compris au sein même du PS et

le Parcours d'artistes et la Maison du livre.

21. Avec 45 000 habitants recensés, soit une moyenne de 17 000 habitants au km².

22. En 1994, quelques années avant l'instauration du droit de vote des étrangers, Saint-Gilles compte un peu plus de 42 000 habitants pour moins de 18 000 électeurs.

23. Dont SOS Racisme, créé en France en 1984, sera le plus médiatique.

24. Roger Nols fut bourgmestre de Schaerbeek de 1970 à 1989, devant alors renoncer à son poste pour des questions de santé.

25. Le texte de la motion propose de limiter au maximum ce droit, tout au plus aux cas de réciprocité avec des États-membres de la Communauté européenne.

du syndicat socialiste (qui comptait déjà une importante proportion d'affiliés allochtones en région bruxelloise, au contraire du PS)», d'autant que certaines «parties du texte initial flirtaient ouvertement avec la xénophobie»²⁶. Néanmoins, le texte sera adopté par la fédération bruxelloise en juin 1987 et le PS prendra position en conséquence, limitant la défense du droit de vote aux seuls ressortissants de la CEE. «Sous l'impulsion du bourgmestre de choc Charles Picqué», le PS espère ainsi «mordre sur la partie de l'électorat populaire qui se sent agressée par la présence de groupes ethniques culturellement très différents de la population “autochtone”»²⁷.

Dès sa première accession au mayorat, Picqué avait refusé d'organiser le cours de religion islamique dans les écoles de sa Commune, comme Nols le fera à Schaerbeek. «Dès les années 1980, l'administration schaarbeekoise adopte un règlement d'ordre intérieur pour ses écoles où l'on interdit le port de tout couvre-chef en signe d'appartenance religieuse ou philosophique. Il est possible de considérer le maire Nols comme un précurseur en matière d'interdiction du port du foulard. En imitation d'une mesure d'un autre maire islamophobe de la région bruxelloise, Charles Picqué (PS) à Saint-Gilles, le cours de religion islamique, pourtant imposé par la loi, n'a pas été organisé entre 1986 et 1991»²⁸... Jusqu'à ce que la condamnation d'un tribunal l'oblige à le réinstaurer.

[...] «Picqué est une figure ambiguë: il n'a pas peur d'une certaine démagogie, tout en disant que la population immigrée restera en Belgique et doit être intégrée dans notre vie sociale. D'un côté, il fait des actions spectaculaires et scandaleuses, de l'autre, il prend des mesures positives en collaboration avec des services sociaux et même avec des organisations d'immigrés»²⁹.

À l'instar d'autres bourgmestres socialistes, Picqué est l'un des premiers à faire appliquer la loi du ministre de la Justice Jean Gol (PRL) autorisant les communes – sous condition d'un vote aux deux tiers des conseillers – à refuser l'inscription de nouveaux étrangers sur leur ter-

26. *La participation politique des allochtones en Belgique - Historique et situation bruxelloise*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, juin 1999.

27. *Les immigrés et le PS bruxellois*, Pierre-Yves Lambert, 1988.

28. *Accueil et institutionnalisation de l'islam au niveau municipal: le cas de la communauté turque de Schaerbeek*, Ural Manço, CES/FUSL, Bruxelles, 2005.

29. «L'usure de la démagogie», Luk Walley dans *L'antiraciste*, automne 1988.

ritoire. Il s'abstient de soutenir l'initiative des Jeunes socialistes «visant à promouvoir l'intégration des progressistes d'origine étrangère au sein des sections bruxelloises du Parti socialiste»³⁰.

En tant que président de la section socialiste de Saint-Gilles, il refuse même en 1990 et 1991 de donner suite aux demandes d'adhésion de plusieurs jeunes d'origine maghrébine, «rejetées sans appel et sans avoir été entendus préalablement»³¹. «L'entrisme, je connais!», répondra Picqué pour justifier sa décision. Des militants socialistes d'alors témoignent «de la présence d'une xénophobie ouvertement affichée» au sein de la section de Saint-Gilles³²: propos et parfois insultes à caractère raciste émanent de certains militants à l'égard de ressortissants turcs et marocains... «J'ai vécu ça de l'intérieur», témoigne un militant dégoûté, «et là Picqué n'avait pas peur de montrer son vrai visage, il était chez lui comme un coq sur un tas de fumier»³³.

Le «renouveau»

Dès son accession à l'échevinat de l'Urbanisme en 1982, Charles Picqué se distingue aussi par d'ambitieux projets visant à stopper l'exode des Saint-Gillois. Vingt mille d'entre eux ont quitté la commune en une vingtaine d'années. Picqué veut attirer de nouveaux résidents et particulièrement des classes moyennes, dans l'espoir à la fois d'augmenter les recettes fiscales de la Commune via l'impôt des personnes physiques et de diminuer les dépenses sociales. Le «bourgmestre de choc» déclare: «Si l'on veut, à terme, garantir un meilleur équilibre budgétaire local, il

30. *Lettre au camarade Gaillez, secrétaire général du PS belge*, Pierre-Yves Lambert, 11 janvier 1991.

31. Notons qu'il faut être parrainé pour demander son adhésion au PS saint-gillois, qu'il faut en être membre depuis plus d'un an avant d'y bénéficier du droit de vote et que le président de section tient ses troupes à l'œil.

32. *Lettre au camarade Gaillez, secrétaire général du PS belge*, Pierre-Yves Lambert, 11 janvier 1991.

33. Une référence à une phrase que Picqué aurait un jour adressée à Yvan Mayeur, le fils de l'un de ses conseillers communaux, Guillaume Mayeur: «Il ne peut pas y avoir deux coqs sur un même tas de fumier», <http://users.skynet.be/suffrage-universel>

SI L'ON VEUT, À TERME, GARANTIR
UN MEILLEUR ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE
LOCAL, IL EST ÉVIDENT QU'UNE MUTATION
SOCIOLOGIQUE DE CERTAINS QUARTIERS
DOIT ÊTRE ENCOURAGÉE SANS TARDER.

— Charles Picqué dans *La Construction*, 1992.

est évident qu'une mutation sociologique de certains quartiers doit être encouragée sans tarder³⁴. Sa politique tient en deux mots : « Rénover et rajeunir »³⁵. Elle est intensifiée dès son accession au mayorat, par le biais d'un changement d'image (notamment via la culture), d'opérations de « requalification » de l'espace public (en commençant par les trottoirs) et de « revitalisation des quartiers », mais aussi de nombreuses acquisitions immobilières via la Régie foncière communale³⁶. Celle-ci acquiert en une dizaine d'années « près de 1000 maisons »³⁷, devenant l'une des régies communales les plus importantes de la Région. Elle loue ses appartements sans critères, mais elle s'adresse aux ménages avec revenus du travail et aux classes moyennes en général. Son objectif est, au premier degré, d'attirer les classes moyennes dans la commune, dans les quartiers qu'elle cible.

« Picqué et son équipe dévouée vont occuper le terrain. Ils rénovent le patrimoine immobilier pour tenter de rajeunir une des communes les plus vétustes et des plus pauvres de Bruxelles »³⁸... [...] Activement soutenues par les pouvoirs publics, « de nettes dynamiques de rénovation résidentielle se déploient dans cette commune »³⁹ « idéalement située en bordure du quadrant riche de la capitale et du centre commerçant du haut de Bruxelles »⁴⁰. [...] Saint-Gilles change, se rajeunit. L'équipe Picqué récolte en partie les résultats qu'il escomptait. Mais d'autres font les frais de cette mutation sociologique...

Incapable de faire face aux nouvelles conditions d'accès aux logements, une

34. Charles Picqué dans le journal *La Construction*, 1992.

35. « Les urnes saint-gilloises brunes de honte », *Le Soir*, 21 septembre 1994.

36. L'objectif principal de cette Régie est « de s'impliquer dans la revitalisation des quartiers en achetant des immeubles délabrés, en les rénovant et en les mettant en location. Le but secondaire est de tenter d'induire dans le voisinage, un effet d'entraînement. Elle présente son action comme étant préventive à la constitution de getthoisation » (*Mutation du quartier du Midi à Bruxelles : fruit d'une alliance entre pouvoirs publics et promoteurs immobiliers, contre les populations ?*, Véronique Gailly & Alain Maron, Faculté ouverte de politique économique et sociale, Université catholique de Louvain, 2007).

37. D'après l'ancien échevin Alain Hutchinson.

38. « Les urnes saint-gilloises brunes de honte », *Le Soir*, 21 septembre 1994.

39. « Les impacts sociaux de la rénovation urbaine à Bruxelles : analyse des migrations intra-urbaines », Mathieu Van Criekingen, *Belgeo*, 2003.

40. « Rénovation urbaine et mutations sociales dans les quartiers défavorisés de Bruxelles », Pierre Marissal, 1994, *Revue Belge de Géographie*, 55, 1-2, p.83-92.

CERTAINS QUARTIERS NÉCESSITENT
UN TRAITEMENT ÉNERGIQUE.

partie de la population à bas revenus se voit contrainte de quitter les zones en rénovation. — Charles Picqué dans *Le Soir*, 1983.

L'attractivité de ces dernières auprès des classes moyennes s'en trouvent renforcée, tant par l'augmentation du parc de logements disponibles que par l'évolution du tissu social. L'insertion dans la zone de ces populations à plus haut revenus, en contribuant à son tour au relèvement des rentes foncières (souvent bien au-delà des seuls logements rénovés) et donc au départ de nouvelles populations pauvres, vient boucler ce cycle de l'exclusion sociale dont témoigne à Saint-Gilles l'évolution régressive des immigrés pauvres.⁴¹

[...] Même le Comité de défense de Saint-Gilles (CODES) se félicite, en 1989, de la politique de rénovation et d'aménagement d'espaces publics menée par le jeune bourgmestre, mais il regrette que le «renouveau» n'ait favorisé que le «haut» de la commune, composé de quartiers plus bourgeois, aux dépens de ceux du «bas» pour lesquels d'autres méthodes sont prônées. «Certains quartiers nécessitent un traitement énergique»⁴², prévenait déjà Picqué en 1983. Dans le «bas», il ne s'agit pas de rénover les maisons, de refaire les trottoirs et d'y placer des pots de fleurs.

Un urbaniste évoque le souvenir d'une réunion, dans la deuxième moitié des années 1980, où le bourgmestre précisa ses idées urbanistiques à l'aide de petits dessins griffonnés sur une feuille de papier. Il y divisait Saint-Gilles en trois zones: «haut», «centre» et «bas». Son idée était de créer un mouvement urbanistique et sociologique propageant le «renouveau» du «haut» vers le «bas», c'est-à-dire vers le quartier du Midi. Sur le dessin, sa frontière (la rue Émile Féron) était symbolisée par des fils barbelés. Plusieurs témoins de l'époque confirment cette obsession à vouloir stopper «la contagion de la pauvreté», risquant selon Picqué de se propager du «bas» vers le «haut».

La stigmatisation du quartier Midi

Bloqué par des plans d'urbanisme inadéquats, malmené par la construction des tunnels et du métro, secoué par les projets d'autoroute et les rumeurs d'expropriation, menacé par différents types de spéculations, désinvesti par

41. «Rénovation urbaine et mutations sociales dans les quartiers défavorisés de Bruxelles», Pierre Marissal, 1994, *Revue Belge de Géographie*, 55, 1-2, p.83-92.

42. Charles Picqué dans *Le Soir*, 1983.

l'action communale, le quartier Midi a subi une longue succession de traumatismes⁴³ qui ont en partie dégradé l'habitat et mené à la prolifération d'immeubles inoccupés. «Tout cela à l'époque où s'est produit le grand exode urbain de Bruxelles en faveur des lotissements de la périphérie et où s'est installée la population immigrée arrivante», précise Picqué⁴⁴.

Cependant, le quartier est resté tout-à-fait habitable et renouvelable, attractif pour des ménages à revenus modestes par ses prix et sa vitalité commerciale, notamment due aux différentes vagues d'immigration qui sont venues s'y installer. Dans les années 1960 et 1970, ce sont notamment des familles espagnoles puis marocaines qui y deviennent propriétaires, tandis que certaines maisons appartenant à des familles, belges ou juives notamment, continuent à se transmettre de génération en génération.

À l'époque, les îlots longeant l'avenue Fonsny comptent beaucoup de locataires à bas revenus, même si un certain nombre de maisons sont occupées par leurs propriétaires qui y résident en famille et y tiennent parfois leur commerce. Ils sont assez densément peuplés. De nombreuses maisons unifamiliales typiques du début du siècle, parfois divisées en appartements et souvent dotées de rez-de-chaussée commerciaux, côtoient des maisons de maître, des ateliers, des cours intérieures, de remarquables immeubles industriels anciens... On y trouve des petites et moyennes entreprises comme une imprimerie, une tannerie, de nombreux artisans et petits commerces : plombier, tailleur, chapelier, modiste, garagistes, libraire, boulanger, boucher, poissonnier, fleuriste, coiffeur, épiciers principalement arabes et espagnols, et bien sûr auberges, petits hôtels, etc. La présence du centre de tri postal, le passage quotidien de milliers de navetteurs, mais aussi la proximité du grand marché hebdomadaire du Midi et de la Foire annuelle (kermesse de Bruxelles) contribuent à la vie de ce quartier particulièrement animé et mélangé. La vie nocturne y est importante, grâce à la présence de nombreux cafés espagnols, portugais ou africains mais aussi de restaurants grecs, de snacks marocains, etc. Face à l'entrée de la gare, le long de l'avenue Fonsny, plusieurs rez-de-chaussée sont occupés par des cafés et des tavernes⁴⁵ fréquentés du matin au soir par tous types de clientèles : navetteurs de

43. Lire *Du grand au petit Manhattan*, page 51.

44. «Le devenir du quartier du Midi», *Vlan*, 19 juillet 2000.

45. «Le terminus», «Brasserie Fonsny», «Le Saint-Raphaël», «La jonction»,

la Belgique entière, habitants du quartier, postiers, cheminots, fonctionnaires et même touristes égarés. [...]

SAINT-GILLES VA JUSQU'À LA RUE FÉRON.
APRÈS, C'EST LA BROUSSE.

— Charles Picqué, cité dans *Een trein van Troje, Brukselbinnenstebuiten*, 1996.

Mais dès la fin des années 1980, le discours politique va nier la vitalité du quartier et chercher à en accentuer l'image négative. On insiste sur les «bordels» qui y tiennent leur activité. On le dit «pourri», plein de maisons «insalubres» aux «façades lépreuses»... «Un quartier en pleine dégradation. Côté Saint-Gilles, le bâti est léproisé et accueille une population socialement défavorisée et des activités économiques modestes», peut-on lire dans la presse⁴⁶. «De tous les quartiers préoccupants de la première couronne de Bruxelles, la zone de la gare du Midi est la plus importante», se plaint Picqué en convoquant les statistiques: le parc immobilier au Midi est «parmi les plus vieux et son taux d'occupation (45% environ des surfaces utilisables, dans certains îlots) est assez faible», argumente-t-il, «tandis que 8% seulement des propriétaires habitent leur propre immeuble, soit le taux le plus bas de Bruxelles»⁴⁷. Pour la Commune de Saint-Gilles, la «revitalisation» passe par la démolition du bâti existant. C'est le fil rouge de sa stratégie urbanistique, traduit en plans à valeur réglementaire dès 1992: «Il faut restructurer une partie du quartier. Des quartiers comme Saint-Gilles seraient condamnés faute d'investissements et de projets de restructuration. Ils ont besoin de transformations et d'un programme social d'accompagnement. On ne peut pas laisser ces quartiers dans une indignité que je n'accepte pas»⁴⁸. Elle a bon dos, la dignité... Selon le bourgmestre, le quartier Midi est à l'époque «dans un état de misère et de dégradation lamentable. Et c'est à partir de ce quartier qu'il y a eu un effet de contagion et de dégradation des autres quartiers»⁴⁹. Il est convaincu que les quartiers du «bas» de Saint-Gilles risquent de produire un effet de conta-

«La brasserie de Ninove», «Le relais», «Le Zottegem», «Le zinc», «Le Charlemagne», «La ville de Dinant», «Le régent»...

46. «Charles Picqué veut mener le jeu TGV de la gare du Midi», *Le Soir*, 2 juin 1990.

47. «Et si le TGV sifflait l'heure de la rénovation au Midi», *La Cité*, 16 février 1988.

48. Charles Picqué au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, Bulletin des interpellations et des questions orales et d'actualité, Commission de l'Aménagement du territoire, de la Politique foncière et du Logement, 8 décembre 1993.

49. Charles Picqué dans un débat électoral sur Télé Bruxelles, septembre 2006.

gion, de distiller la pauvreté autour d'eux, de se répandre vers le « centre ». Il faut stopper l'hémorragie. « La situation était catastrophique », martèlera Picqué jusqu'au bout, « d'abord, par l'inévitable situation existant dans les abords de gares dans beaucoup de pays. N'entrons pas dans de longues considérations sur ce que les gares génèrent comme types de tissus bâtis ou de sociologies »⁵⁰. La sociologie du quartier est au cœur de son problème. Il pense pouvoir la modifier par le biais d'une intervention urbanistique.

Comme à l'époque du voûtement de la Senne, de la construction des grands boulevards ou de la jonction Nord-Midi, l'argument de la « détau-dification » arrive comme un corollaire au progrès technologique. Il est brandi pour justifier le nécessaire « assainissement » et remplacer les vieilles maisons par des immeubles au goût du jour. Selon certains, la rénovation de ce quartier coûterait trop cher, l'habitat y étant trop « vétuste », l'insécurité omniprésente, l'hygiène absente... « Nous ne devons pas sous-estimer le montant nécessaire à la rénovation », dit Picqué⁵¹. La « démolition-reconstruction », comme on dit pudiquement, lui est dès lors préférée : elle serait plus rentable, en somme, puisque faire table rase peut permettre à la fois un changement de fonctions et de populations.

En réalité, les îlots visés ne sont pas plus insalubres que ceux qui les entourent, construits à la même époque et qui feront eux l'objet de politiques de rénovation menées par les autorités. [...]

À l'époque, les îlots « léproisés » étaient dans un état semblable à un tiers des maisons bruxelloises, souligne le Comité de défense de Saint-Gilles (CODES). [...]

Mais le bourgmestre Picqué n'en démord pas. Il affirme que le Midi constitue une composante importante des problèmes saint-gillois. [...] La population immigrée est une réalité évidente. Et les encombrements d'intérieur d'îlots sont très peu propices à une qualité de vie réelle. Enfin, les deux voies importantes de pénétration (avenue Fonsny et rue de France) qui le traversent ne sont pas très favorables à l'habitat.⁵²

Pourquoi insister, comme le font les autorités à la fin des années 1980,

50. Parlement régional bruxellois, compte-rendu de la séance plénière du 3 juin 2005.

51. Parlement régional bruxellois, compte-rendu de la séance plénière du 3 juin 2005.

52. « Et si le TGV sifflait l'heure de la rénovation au Midi », *La Cité*, 16 février 1988.

CHARLES PICQUÉ VEUT VRAIMENT

sur la présence de la population immigrée dans le quartier⁵³? Inter-environnement Bruxelles (IEB) s'étonnera

“SON” TGV DANS “SA” GARE DU MIDI POUR NETTOYER LE BAS DE “SA” COMMUNE...

— *Le Soir*, 22 mai 1990.

« qu'on mentionne toujours que les populations touchées par l'aménagement du Midi sont à 60 ou 70 % composées d'immigrés. [...] À qui cela sert-il de répéter cela sans cesse ? Et puis, il faut signaler que dans ses 60 %, il y a 50 % d'Européens. Le reste sont, en fait, des immigrés théoriques. Des Belges de fait qui n'ont plus aucun contact avec leur pays »⁵⁴.

Et pourquoi, par ailleurs, insister si lourdement sur le délabrement du bâti, si ce n'est pour mieux justifier la nécessité d'un « lifting » en profondeur ? Rénover et embellir les quartiers bourgeois, cantonner ou démolir les quartiers pauvres... Pour Saint-Gilles, l'enjeu est avant tout d'ordre économique. L'une des raisons de la précarité financière de la Commune est la relative pauvreté de ses habitants et donc surtout ceux des quartiers densément peuplés du « bas ». Au classement des revenus par tête d'habitants, Saint-Gilles occupe la seizième position sur 19 communes. « Derrière nous il y a Saint-Josse et Molenbeek », explique Picqué. « Oui, mais Saint-Josse est une fausse commune pauvre, parce qu'ils ont énormément de bureaux, des grands bureaux comme ça... Nous on n'a pas cette chance »⁵⁵ [...]

Il ne faudra pas longtemps au nouveau bourgmestre pour avoir l'idée d'implanter une zone de bureaux dans sa commune. Ah, si seulement Saint-Gilles pouvait avoir la même « chance » que Saint-Josse... Au Midi ? [...] Dès 1989, le vent du « renouveau » va souffler sur le « bas » de Saint-Gilles. Les obstacles seront nombreux, mais ils ne freineront pas le volontarisme du bourgmestre. Porté par sa popularité, il ne reculera pas.

Un homme « empêché » et sa garde rapprochée

Depuis son arrivée à Saint-Gilles, Charles Picqué y a « boosté » les scores du PS à des niveaux historiques, parvenant à détenir la majorité absolue plu-

53. En 1991, un communiqué de presse d'Alain Hutchinson, chef de cabinet du ministre-président régional, notera encore qu'« il y a 71 % d'étrangers » dans le quartier.

54. « Les spéculateurs sont servis. Merci pour eux ! », *Le Soir*, 31 mai 1991.

55. *Dans 10 jours ou dans 10 ans...*, op. cit.

sieurs années durant⁵⁶. Les scores baisseront au fil des scrutins, mais Picqué reste incontournable. À tel point qu'avant les élections de 2006, se demandant « si l'on peut imaginer Saint-Gilles sans le Grand Charles », le journal *Le Soir* ose ce titre sans équivoque : « Saint-Gilles votera Picqué »⁵⁷.

[...] *Charles Picqué est à Saint-Gilles ce que Milou est à Tintin. Étroitement liés et inséparables. Ils pourront toujours compter l'un sur l'autre. Lui, pour relayer aux différents niveaux de pouvoir les légitimes aspirations de sa Commune à connaître un essor et une rénovation trop longtemps laissés aux oubliettes. Elle, via ses habitants, pour lui dire combien elle l'apprécie et a besoin de son bon sens pour relever la tête et sortir de l'anonymat.*⁵⁸

Si l'on suit ce raisonnement, les Saint-Gillois élisent un bourgmestre pour qu'il aille occuper d'autres postes de pouvoir afin de mieux servir sa Commune... Et ça tombe bien : cet indétrônable faiseur de voix a de l'appétit. Il affirme que le cumul a du bon, et pas que pour Saint-Gilles : « C'est dans la Commune, les pieds "dans l'humus", que l'on peut réellement comprendre les gens et opter pour les bonnes décisions au niveau régional »⁵⁹. Il ajoute : « La pire des choses pour un homme politique, c'est de se couper des réalités du terrain »⁶⁰. Tout en dirigeant son fief saint-gillois, « le Grand Charles » sera tour à tour conseiller provincial, député fédéral, ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française, ministre de la Culture de la Communauté française, commissaire du gouvernement fédéral chargé de la Politique des grandes villes, ministre fédéral de l'Économie et de la Recherche scientifique, ministre d'État, ministre de la Commission communautaire française (COCOF)...

Sans compter ses fonctions dans l'appareil socialiste : membre du Bureau national et du Comité fédéral du parti, responsable de la communication de la section de Saint-Gilles, dont il est membre du Comité exécutif et président d'honneur... [...]

On l'a compris, « Milou » ne passe que peu de temps avec « Tintin ».

56. En 1988, sa liste obtient 60,5% des voix contre 31,6% à la liste PS en 1982 : 26 sièges sur 35!

57. « Saint-Gilles votera Picqué », *Le Soir*, 30 septembre 2006.

58. « Le train Picqué est passé », *La Tribune de Bruxelles*, 12 octobre 2006.

59. « Même combat pour les 19 communes », *La Libre Belgique*, 27 mars 2006.

60. « À Saint-Gilles, encore et toujours Charles Picqué », blog du *Soir* pour les élections communales, 9 septembre 2006.

Officiellement du moins. La loi interdisant certains cumuls, Picqué est soulevé le « bourgmestre empêché » de Saint-Gilles. Pour le « remplacer » pendant ses fréquentes « absences », le « bourgmestre en titre » nomme comme le prévoit la loi un « bourgmestre faisant fonction », qu'il choisit parmi ses affidés au Collège. Parmi eux, Willy Isabeaux, « le fidèle camarade »⁶¹, est le plus ancien. Avec son accent et sa grosse moustache blanche, ce fonceur un peu bourru est à l'image qu'on peut se faire du « Bruxellois de souche ». Présent à Saint-Gilles bien avant l'arrivée de Picqué, il y est resté un gros faiseur de voix⁶². Il a assumé pendant près de 15 ans le poste de bourgmestre faisant fonction, « lorsque Charles Picqué nous représentait dans divers gouvernements ou à la tête de Bruxelles »⁶³. D'autres fidèles lieutenants, apparus à partir de 1988 sur la scène saint-gilloise, formeront avec lui la garde rapprochée du bourgmestre. « Papa » saura en effet s'entourer de jeunes et de vieux loups qui, malgré leurs ambitions, possèdent la qualité d'être fidèles et de ne pas porter ombrage à leur chef. Il en ira ainsi, par exemple, de l'échevin multi-casquettes Alain Leduc⁶⁴, d'Henri Dineur, de Cathy Marcus, de Carlo

61. « Saint-Gilles : mots croisés », *La Tribune de Bruxelles*, 7 juillet 2006.

62. Willy Isabeaux a occupé le poste d'échevin des Affaires sociales de 1975 à 2006. Pensionné, il s'est présenté aux élections communales de 2006 tout en annonçant qu'il ne rempilerait pas comme échevin et se contenterait d'un poste de conseiller communal. Ce qu'il fit, passant le flambeau des Affaires sociales à Cathy Marcus. Précédemment présidente du CPAS de Saint-Gilles, administratrice du Foyer saint-gillois, avocate de formation, Cathy Marcus a travaillé au ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et, de 1999 à 2001, au cabinet du secrétaire d'État au Logement Alain Hutchinson.

63. Site du PS de Saint-Gilles, www.ps-stgilles.be.

64. Échevin de la Cohésion sociale, Alain Leduc est par ailleurs « à la tête d'une "galaxie associative" qui multiplie les conflits d'intérêts dans l'exercice de ses mandats publics. Un exemple : le député régional (Alain Leduc) vote la répartition des budgets « Cohésion sociale » au niveau régional, l'échevin de la Cohésion sociale à Saint-Gilles (Alain Leduc) réceptionne ces budgets et les répartit au niveau communal en désignant la Mission locale (présidée par Alain Leduc) comme coordinateur des fonds puis attribue à l'association « Collectif Formation Société » (présidée par Alain Leduc) l'organisation exclusive des formations destinées à la sensibilisation des intervenants sociaux de la Commune. "Il n'y a aucun conflit d'intérêt et je revendique même cette concentration de pouvoir", réplique l'intéressé. [...] Les subsides captés par la "galaxie Leduc" ne profitent pas qu'aux associations, mais également parfois au patron socialiste. [...] Par ailleurs, certains subsides servent à financer des immeubles, mis en location aux associations du réseau Leduc, des immeubles appartenant à des sociétés privées gérées par le même député ». Alain Leduc est aussi député au Parlement bruxellois mais il n'a

Luyckx⁶⁵ ou encore de Martine Wille, que Picqué rencontra à la Fondation roi Baudouin et qui deviendra à son tour bourgmestre faisant fonction... Un poste que d'aucuns ont rebaptisé «bourgmestre faisant tapisserie». Car si Picqué n'est officiellement qu'un simple conseiller communal, il est toujours resté le maître incontesté des lieux⁶⁶. «Accaparé par ses obligations ministérielles, il ne reste pas moins fort présent à Saint-Gilles au point d'être affublé par le chef de l'opposition régionale, Jacques Simonet, du sobriquet d'ermite de la place Van Meenen»⁶⁷. Malgré «l'empêchement» du cumul, Picqué n'a cessé de se comporter et de s'afficher comme s'il occupait la fonction, entretenant la confusion sur des documents officiels, des cartons d'invitation, n'hésitant pas à signer des lettres à en-tête du cabinet du bourgmestre... D'ailleurs, les séances organisées pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux Saint-Gillois, ou l'annuel «Bal du bourgmestre» ne trompent pas l'observateur : c'est bien «le Grand Charles» qui reçoit la population, tandis que le ou la «bourgmestre faisant fonction» fait plutôt figuration.

Du haut de ses responsabilités ministérielles, Picqué trouve encore le temps de faire des permanences à Saint-Gilles pour écouter les réclamations de ses administrés, portant sur des problèmes de voisinage, de logement, d'emploi, d'administration, etc. Il ne siège certes pas au Collège des échevins et n'est pas au courant de tout ce qui se trame dans sa Commune, mais il y a ses relais, ses «belles-mères» et ses «Picqué boys». [...]

Derrière lui, il y a une équipe soudée. Aucun soubresaut en son sein, aucun

pas eu le temps d'y déposer une seule proposition ou interpellation en 5 ans de mandats. De fait, il siège aussi dans une vingtaine de conseils d'administration, mène des activités économiques complémentaires et coordonne le programme du PS en matière d'emploi et de formation... («La galaxie Leduc paralyse l'alphabétisation», *Le Pan*, 10 avril 2009).

65. Ce bouddhiste, administrateur délégué du Centre d'études tibétaines, ne s'est pas encore totalement détaché des valeurs matérielles. Roulant en voiture décapotable et arborant une présentation vestimentaire toujours chic, Carlo Luyckx est de loin le plus «classe» de la bande. Mais s'il a du succès, c'est surtout pour son amabilité et sa capacité d'écoute, qualités somme toute peu répandues dans les rangs socialistes à Saint-Gilles. En 2006, il fera le plus gros score dans la Commune après celui de Picqué, ce qui le placera en bonne position pour la succession de «papa».

66. Au point de stocker ses collections personnelles de maquettes de châteaux-forts et de vieux robots dans un grenier de l'Hôtel de ville.

67. «Saint-Gilles: mots croisés», *La Tribune de Bruxelles*, 7 juillet 2006.

*franc-tireur parmi les conseillers communaux socialistes. Tous derrière le Grand Charles. Unanimité. Qui touche même la branche libérale de la majorité (cinq élus) : pas de critiques frontales de la politique socialiste de sa part. Cette unité facilite le travail du collège [...].*⁶⁸

Le mot d'ordre du pouvoir saint-gillois, c'est : pas d'esclandre, pas de vague... Quitte à vouloir tout contrôler, à étouffer les débats, à développer une culture de la discrétion et du secret autour de chaque question qui pourrait créer polémique. Quitte à recourir, en section du PS, au vote à main levée pour des sujets sensibles là où le scrutin à bulletins secrets risquerait de nuire à ses projets. Quitte à passer en force, à encadrer drastiquement toute « participation citoyenne », à organiser verticalement l'associatif local, à avancer dans l'opacité sur les sujets qui fâchent... « C'est devenu le règne de l'autoritarisme éclairé. La majorité décide seule, sans prendre le pouls des habitants », assène un membre de l'opposition⁶⁹.

Il est révélateur que le règlement communal de Saint-Gilles ne confère pas de droit « d'interpellation », comme cela existe au Parlement régional et dans de nombreuses communes, offrant uniquement la possibilité de poser des « questions ». Autre particularité locale : lors de toute échéance électorale, Saint-Gilles a pris l'habitude d'annuler la réunion de son Conseil communal – dont la fréquence n'est pourtant que mensuelle et les ordres du jour, déjà surchargés⁷⁰ –, et ce même lors des scrutins régionaux ou nationaux⁷¹... Histoire, sans doute, d'éviter toute incursion incontrôlée des problèmes locaux dans la campagne que certains élus mènent à d'autres niveaux de pouvoir – ce qui pourrait compromettre leur mission de « relayer les légitimes aspirations » de leur commune. Ou bien encore parce qu'il serait fâcheux de devoir débattre d'aspects de la campagne électorale aussi futiles que la guerre du collage d'affiches, la répartition des panneaux électoraux, etc. En démocratie, la sérénité est parfois à ce prix.

Ainsi va le système saint-gillois. Petite baronnie comme on en connaît

68. « Saint-Gilles votera Picqué », *Le Soir*, 30 septembre 2006.

69. Alain Maron (Écolo) cité dans « Charles Picqué joue à domicile », *La Libre Belgique*, 28 juin 2006.

70. Par exemple, un ordre du jour peut comporter 50 points à traiter en 3 heures, ce qui laisse moins de 4 minutes par sujet, « débat » compris.

71. C'est encore le cas en mai 2009, à l'occasion de la campagne pour les élections régionales.

tant en Belgique. Basée sur le charisme d'un chef, sorte de patriarche à qui chacun est redevable (que ce soit en termes de positionnement sur les listes électorales, d'attribution de mandat échevinal, dans une intercommunale, une société parapublique, ou une association, ou encore en termes d'attribution de logement, d'emploi dans un cabinet ministériel, etc.) et sans qui le Parti ne récolterait pas autant de suffrages. D'où le désarçonnant sobriquet dont est affublé le mentor des socialistes saint-gillois par ses plus jeunes obligés : « papa »...

Hors service ?

Si les mœurs démocratiques du PS peuvent toujours sembler archaïques de nos jours, en matière d'immigration, par contre, elles ont évolué. L'entrée en vigueur du droit de vote aux résidents européens en 2000 et aux citoyens non-européens en 2006 a changé la donne. « L'ouverture » à des candidats issus de l'immigration est devenue une pratique courante. Elle est même parfois poussée jusqu'à sa logique la plus opportuniste⁷². À Saint-Gilles, la « Liste du bourgmestre » s'est timidement ouverte à des candidats d'origine étrangère. Charles Picqué a adouci son discours sur l'immigration. Mais certains épisodes récents de la politique saint-gilloise portent les relents des années 1980-1990. On pense aux rafles d'immigrés latino-américains illégaux en 2002 ; à la descente de police au centre culturel De Pianofabriek, parce qu'il accueillait des réunions de sans-papiers ; à l'expulsion des sans-papiers occupant l'église du Parvis en 2006, suivie d'un arrêté communal délirant visant à « interdire tout rassemblement, manifestation ou cortège de plus de cinq personnes, ayant trait à la problématique des sans-papiers, sur le territoire de la Commune de Saint-Gilles jusqu'au 31 mai 2006 à minuit »⁷³. Saint-Gilles est aussi « une des rares communes du pays à interdire aux propriétaires de louer à des sans-papiers »⁷⁴.

La gestion de l'espace public n'est pas en reste : parcs fermés le soir ; espaces verts grillagés ; installation de caméras de surveillance ; utilisation

72. Ainsi, la liste schaarbeekoise menée par Laurette Onkelinx aux élections communales de 2006 comportait plusieurs candidats nationalistes turcs, dont un élu d'extrême droite.

73. Arrêté communal du 6 avril 2006, Saint-Gilles.

74. « Saint-Gilles, un chantier de plus pour Di Rupo », *Des Bulles*, 14 juin 2007, <http://bulles.agora.eu.org>.

de peinture à bulles sur les réverbères pour empêcher les autocollants d'être apposés; panoplie d'agent de quartier, de sécurité, de proximité ou de propreté, vêtus d'uniformes de toutes les couleurs (jaune, violet, vert...); volonté d'enlever des arbres sous prétexte qu'ils permettent à des voleurs de se cacher, de retirer des bancs publics pour éviter que des sans-abris y dorment... Une philosophie que l'on retrouve dans certains règlements communaux, Saint-Gilles s'illustrant par exemple par des mesures restrictives prises à l'encontre des *night shops* ou des *phone shops*. [...]

Pendant que les années passent, «l'équipe qui gagne» s'essouffle. Sur les bancs de l'opposition, on fustige l'immobilisme de la majorité. Charles Picqué «a donné à la commune une image "sexy"», déclare-t-on au CDH, «mais il vit maintenant sur ses acquis. C'est l'inertie»⁷⁵. Même son de cloche chez Écolo: «Il n'y a plus de fraîcheur»⁷⁶. Depuis son score historique de 1988, la «Liste du bourgmestre» perd des plumes à chaque élection⁷⁷. Son partenaire libéral, allié ou non avec le Front démocratique des francophones (FDF), n'a jamais plus dépassé le cap des 5 ou 6 sièges. Quant au problème de la succession, il reste ouvert... Lequel des «fils» ou laquelle des «filles» prendra la relève? Et quand «papa» décidera-t-il de remettre son tablier? Seul lui le sait. En 1994 déjà, à la question de savoir s'il espérait battre le record de longévité maïoral de Guy Cudell (bourgmestre socialiste de Saint-Josse-ten-Noode de 1954 à 1999 et que seule la mort sépara de sa fonction), Picqué répondait: «Certainement pas! Je n'ai pas une conception de la vie publique qui fasse que je ne sais rien faire d'autre. Il y a des tas de choses que je n'ai pas le temps de faire maintenant et que j'espère pouvoir faire plus tard»⁷⁸. Pourtant, à chaque scrutin, «le Grand Charles» rempile. Et ne se montre guère pressé de désigner un dauphin, préférant probablement éviter de créer des divisions au sein de son clan.

Quant aux finances communales, leur situation n'est pas brillante. Au fil du temps, Saint-Gilles a creusé un déficit important et récurrent. En 2001,

75. Vincent Henderick (CDH) cité dans «Charles Picqué joue à domicile», *La Libre Belgique*, 28 juin 2006.

76. Alain Maron (Écolo) cité dans «Charles Picqué joue à domicile», *La Libre Belgique*, 28 juin 2006.

77. Des 26 sièges (sur 35) en 1988, elle est passée à 23 en 1995, 19 en 2000 et 18 en 2006.

78. «Faire de Saint-Gilles un village dans la ville», *La Libre Belgique*, 8 juillet 1994.

elle est ainsi passée sous la tutelle de la Région⁷⁹ et plus précisément du ministre-président Charles Picqué, en charge des communes bruxelloises. Le même confesse que, malgré le «renouveau», Saint-Gilles reste «pauvre, même si son apparence est peut-être trompeuse, dans la mesure où la commune s'est fort rénovée en une vingtaine d'années»⁸⁰. Si la tendance est bien à l'embourgeoisement de la population, le bénéfice fiscal espéré n'est pas au rendez-vous⁸¹. Selon Picqué, «le revenu des habitants reste parmi les plus bas de Belgique»⁸². Une grande partie de la population saint-gilloise est instable, volatile.

Et même si les nouveaux habitants sont en moyenne plus aisés que la population en place, ils *se distinguent encore davantage par leur capital culturel. Dans le même temps, le volume de population a baissé à Saint-Gilles tandis que le nombre de ménages augmentait. Cette diminution du nombre d'habitants pendant les années 1980 a été fortement tirée par la réduction des effectifs des nationalités représentatives des travailleurs immigrés à bas revenus, alors que le nombre d'étrangers augmentait dans toutes les autres communes bruxelloises. Ces observations laissent à penser que les dynamiques de rénovation qui se sont déployées à Saint-Gilles pendant les années 1980 ont eu des impacts importants en termes d'éviction de populations socialement fragilisées.*⁸³

Et puis, il reste au tableau cette ombre grosse comme un quartier qui pourrit sur pieds... Vingt ans après son coup d'envoi, le PPAS «Fonsny 1» censé être le moteur de la «revitalisation» du bas de Saint-Gilles, est encore loin d'être réalisé. Non seulement la vision offerte par le quartier Midi ne fait pas bon genre, mais l'opération n'a pas (encore) rapporté les bénéfices financiers escomptés. À chaque début de mandature, à chaque nouvelle déclaration de politique générale, le Collège échevinal refait de ce projet l'une de ses «priorités», affirmant même que «l'aboutissement de ces chan-

79. Dans ce cadre, Saint-Gilles dispose d'aides financières, mais doit aussi subir un plan d'assainissement rigoureux.

80. Interview de Charles Picqué, www.opladis.be, mars 2004.

81. Le «renouveau» urbanistique a aussi produit des effets moins attendus. Lors des scrutins de 2000 et de 2006, les écologistes deviendront la deuxième force politique de la commune. Picqué affirmera souvent que c'est au fur et à mesure de sa politique d'embourgeoisement, et donc grâce à lui, que l'électorat vert grandit à Saint-Gilles.

82. Interview de Charles Picqué, www.opladis.be, mars 2004.

83. «Les impacts sociaux de la rénovation urbaine à Bruxelles : analyse des migrations intra-urbaines», Mathieu Van Criekingen, *Belgeo*, 2003.

tiers» sera l'un «des grands défis pour la prochaine législature»⁸⁴... Jusqu'au ridicule, que n'a pas démenti la création, en 2006, d'un échevinat spécifique au «Développement du quartier Midi», dont la tutelle a été judicieusement refilée au seul élu libéral du Collège saint-gillois, Patrick Debouverie.

Alors, quand en ce jour d'été 2005, au terme de notre balade dans le quartier, Jean Spinette peste sur l'incompétence patente de ceux qui ont mené le Midi à un tel désastre, mais qu'il persiste à charger les sous-fifres pour épargner le chef, préférant railler les «HS» (traduisez: «hors service») qui ont «foiré l'opération»... on se permet de lui rappeler que c'est «papa» qui porte la responsabilité du «foirage». Comment croire qu'un homme qui tient si bien ses troupes, assiste, depuis si longtemps, impuissant, au naufrage d'un projet qui lui est si cher?

Ce projet qu'il a voulu, pensé, planifié, financé, sous-financé et refinancé, Charles Picqué a pu le lancer grâce à son cumul de casquettes communale et régionale: agissant tantôt du côté du demandeur, tantôt de celui qui octroie, jusqu'à se mordre lui-même la queue. Pourtant c'est bien lui, aussi, qui a placé aux commandes de ce navire les quelques «HS» qui l'entourent... et qu'il n'a jamais jugé utile de mettre hors d'état de nuire.

Oui, «papa» a bien un problème. Et de taille.

84. «Les principaux projets politiques du Collège des bourgmestre et échevins», 2000.